

## Témoignage de Gaston Palewski

Gaston PALEWSKI

« De Gaulle, la Grande-Bretagne et la France Libre 1940-1943 », *Espoir* n°43, juin 1983

Pour l'auditoire distingué qui m'écoute, le sujet de cette conférence : « De Gaulle, la Grande-Bretagne et la France Libre, de 1940 à 1943 », c'est-à-dire jusqu'au départ pour Alger et à la première mise en place des institutions provisoires en terre française, est connu dans tous ses détails. Les « Mémoires » du général de Gaulle et, tout dernièrement, le remarquable livre de François Kersaudy, en ont décrit l'atmosphère et indiqué les difficultés qui ont marqué cette période. Mais les historiens doivent fatalement s'abriter derrière les textes, les procès-verbaux, les documents qui font foi. Or ces documents révèlent tout, excepté l'essentiel, c'est-à-dire l'élément humain qui éclaire l'apparence et les dessous de l'action diplomatique et militaire. Peut-être le fait que j'ai été un témoin actif de la plupart de ses événements me permet-il d'esquisser l'étude de cet élément humain ? Je suis heureux de le faire ici, devant vous, dans ce Londres qui nous fut accueillant et que j'ai retrouvé avec beaucoup d'affection et d'émotion.

J'ai rappelé déjà dans quelles conditions j'ai connu le colonel de Gaulle ; comment lors de notre premier contact chez Paul Reynaud, la vérité évidente de ses théories s'est imposée à moi et je me suis dit que je mettrais le peu d'influence dont je disposais au service de l'homme et de ses idées. Ce fut le début d'une bataille de quatre années où nous nous efforcions de préparer les interventions de Paul Reynaud, notre porte-parole à l'Assemblée nationale, dont je fus le collaborateur pendant onze ans. Le colonel de Gaulle, qu'il fût encore à Paris ou à Metz, venait chez moi où nous préparâmes ensemble le projet de loi créant le corps cuirassé qui fut rejeté par la commission de l'armée et ne vint donc même pas en discussion devant le Parlement.

Mais, plaidant pour son adhésion, Paul Reynaud devait faire un brillant discours où il montrait que ces mesures d'intervention immédiate étaient nécessaires pour que puissent être tenus les engagements pris vis-à-vis de nos alliés de la Petite Entente. Il concluait : « Changez votre politique militaire, ou changez votre politique extérieure ! »

Hélas ! les gens alors au pouvoir ne firent ni l'un ni l'autre et l'inertie de la France et de l'Angleterre lors de l'occupation de la zone militaire de la Rhénanie devait donner à ces paroles un commentaire éloquent et même tragique.

Il faut remarquer que ceci n'est qu'un épisode de la lutte politique qui se déroulait en France et en Angleterre entre les partisans d'une politique énergique que l'on appelait « les bellicistes » et ceux qui pensaient que l'Allemagne, si on lui donnait des assurances de non-intervention, voudrait d'abord régler ses comptes avec l'U.R.S.S. ; que ces deux géants seraient affaiblis par les coups qu'ils se seraient portés et que nous pourrions pendant ce temps continuer à vivre en toute tranquillité. Ceux-ci faisaient bon marché du pacte franco-soviétique, mais à ce moment les possibilités de l'U.R.S.S. paraissaient problématiques. Nous en discussions, Paul Reynaud et moi, et je lui suggérai d'aller voir le général Weygand dont les opinions n'étaient pas suspectes vis-à-vis de l'Union Soviétique, mais dont les responsabilités militaires étaient éclatantes. Revenant de cet entretien, Paul Reynaud me dit que si Weygand était aussi peu au courant que nous de la véritable force militaire des soviets, il n'y avait pas de doute à avoir quant à leurs possibilités industrielles et qu'à cet égard, de toute manière, le pacte franco-soviétique qui contraignait l'Allemagne à se garder sur deux fronts devait être sauvegardé.

Pendant que nous menions cette action en France avec des hommes dont le plus lucide et le plus actif était Georges Mandel, Winston Churchill menait en Angleterre une action parallèle. C'est à Paris que je le vis pour la première fois et je fus frappé par l'impression de puissance que donnait ce corps de lutteur ramassé sur lui-même et ce langage sobre où chaque mot comptait, d'autant que cette rencontre se situait dans le gracieux décor d'une folie du XVIIIe d'Auteuil.

L'affaire de Munich devait creuser encore le fossé qui séparait les deux camps. Georges Bonnet devenait le paladin de l'attentisme tandis que Paul Reynaud et Mandel que j'avais essayé en vain de faire démissionner du gouvernement Daladier aimaient de plus en plus les espoirs de la résistance. On connaît la suite. J'avais même quitté la direction du cabinet de Paul Reynaud dans l'entourage duquel s'étaient glissés des éléments inquiétants qui avaient tendance à infléchir son action. Je me dis que, allant me battre, je reviendrais avec des titres de guerre qui accroîtraient mon autorité et me permettraient de maintenir la ligne. L'offensive allemande que le colonel de Gaulle m'avait fait prévoir et qui devait susciter l'entrée du général de Gaulle dans le Cabinet Paul Reynaud vint annuler ces espoirs. Mon escadre de bombardement faisant sans cesse mouvement en retraite, nous nous trouvâmes à proximité de Bordeaux et j'arrivai chez Georges Mandel, qui était à la préfecture. Il me dit : « Je vais au Conseil des ministres, venez avec moi ». Il entra dans le salon du Conseil. Je restai dans le salon d'attente et m'adressant à chacun des ministres, notamment à Chichery, parfait reflet du parti radical, je vis que les partisans de la capitulation l'emportaient. Quelques pas plus bas, dans la même rue, Paul Reynaud avait installé son bureau. Je le trouvai sur les marches, se rendant au Conseil : « Soyez rassuré, je ne céderai pas », me dit-il. Le soir même, il était démissionnaire. Le même jour, j'étais allé voir à l'hôtel Montray l'ambassadeur d'Angleterre, Ronald Campbell avec lequel j'étais lié d'amitié.

Dans le même hôtel, il y avait des « bellicistes » notoires, Laugier et Henri Bonnet. Je les ai trouvés accablés et me disant : « Tout est perdu ! — Non, leur répondis-je — ils me l'ont rappelé depuis —, il y a de Gaulle, de Gaulle, de Gaulle ! ».

Le Général était à Londres pour la mise en place des moyens de transfert de l'armée française en Afrique du Nord. Entre les mains de mon ami Jacques Laurent que je lui avais conseillé de prendre comme directeur de cabinet, je laissai un mot disant :

« On nous fait partir pour la Tunisie pour bombarder l'Italie du Sud. C'est un ordre de guerre auquel je ne saurais me soustraire. Je suis sûr que vous allez faire quelque chose. Dès que je pourrai, je vous rejoindrai. Vous pouvez compter sur moi ». C'était le 17 juin. Le lendemain commençait l'épopée de la France Libre.

Je voudrais insister sur un point. Jamais au cours de ces longues années, il ne fut question pour le Général d'ambition ni même de préoccupation politique. Dans la bataille qu'il menait, la préoccupation d'ambition personnelle n'avait aucune place. Bien au contraire, il s'imposera d'attaquer de front les hommes mêmes dont dépendait son avenir dans l'armée. Il ne pense qu'à une chose : faire accepter ses idées stratégiques et tactiques, tenir compte de la révolution qu'apportait l'irruption du moteur à explosion sur le champ de bataille. Certes, les implications diplomatiques de cette stratégie s'imposent à sa pensée, mais ceci restait dans le cadre des nécessités uniquement militaires. S'il s'adressait aux hommes politiques, c'est parce que l'état-major ne voulait pas entendre raison. On peut se demander à quoi tient cette obstination routinière. Peut-être y avait-il ce directeur de l'infanterie et des chars qui, si l'on avait adopté la stratégie préconisée par le colonel de Gaulle, aurait dû céder les chars à une

autre direction ? De même le mémorandum qu'écrivit le Général après l'invasion de la Pologne et qui soulignait à quel point ses idées avaient trouvé leur confirmation dans les faits, fut-il accueilli sans que les chefs militaires changeassent leur stratégie d'un iota. C'est avec la douleur de voir à quel point les événements lui donnaient raison que de Gaulle partait pour l'Angleterre.

Si Churchill avait deviné de Gaulle au cours de ces réunions franco-britanniques qui ont ponctué l'agonie de la résistance militaire en France, s'il s'était dit qu'il était « l'homme du destin, le connétable de la France », de Gaulle de son côté avait reconnu en Churchill un lutteur capable d'être le môle de la résistance au nazisme.

Puisqu'on refusait de continuer la résistance en Afrique alors que l'empire était intact comme la flotte, il ne pouvait donc que se rendre en Angleterre pour s'efforcer de maintenir la France dans l'alliance et dans le combat avec la pensée que ceux qui pensaient de même allaient s'y grouper.

A ce point, il nous faut revenir sur une accusation dont le général de Gaulle a été l'objet : celle de l'ambition personnelle. A cet égard, je voudrais faire remarquer ceci :

1°) L'effort pour la continuation de la guerre en Afrique du Nord était très loin de l'ambition personnelle. Car ce que de Gaulle avait cherché dans les semaines qui avaient suivi, c'étaient le transfert de l'Etat, le transport du gouvernement, des assemblées, du président de la République, ce qui excluait tout calcul d'ambition personnelle.

2°) Arrivé en Angleterre, il attend, il espère que des personnalités politiques de premier plan viendront se mettre à la tête du mouvement. Paul Reynaud fut alors victime d'un accident, mais je n'ai pas l'impression que son intention fût de se rendre en Angleterre. Par contre, il était si désireux d'aller en Amérique, pensant que là était le nœud de la question, qu'il avait envisagé la possibilité de s'y rendre comme ambassadeur de Vichy. De toutes façons, dans ces quelques jours où chacun avait des possibilités de départ, le malheureux accident qui coûta la vie à Hélène de Portes et où il fut blessé ne lui permettait pas de partir.

Parmi les protagonistes de la résistance restait Georges Mandel. Mon escadre ayant été stationnée au Maroc, j'allai le voir à Meknès où il était en résidence surveillée. Rien n'aurait empêché sérieusement Mandel de partir avec moi, car je ne lui fis pas mystère de mon intention de rejoindre le général de Gaulle. Or, tout en me confirmant la considération et l'estime qu'il lui portait, Mandel me conseilla de différer d'aller le rejoindre et d'attendre les événements en Afrique du Nord. Lui-même, me disait-il, pensait rentrer en France pour se défendre des malheureuses accusations qui étaient portées contre lui. Si plus tard, je crois, Mandel fut disposé à aller à Londres, ce n'était certes pas le cas à ce moment-là et on ne peut que s'incliner devant certaines raisons très honorables qui étaient à la base de sa décision.

Parmi les Français de l'extérieur, il en était qui eussent pu donner une consistance à l'organe central qu'il fallait bien créer pour assurer la conduite de la France dans la guerre. Mais, à l'exception d'un amiral assez discuté, Muselier, d'un général de bonne qualité mais peu notoire, Legentilhomme, d'un ambassadeur qui démissionnera pour rentrer en France, Brugère, personne ne se déclara, personne ou presque ne vint. Quand je demandai au Général, quand j'arrivai plusieurs semaines plus tard, ce qu'avaient les Français venus à Londres, il me dit :

« Les Français venus à Londres se divisent en deux catégories : ceux qui sont déjà en Amérique, et ceux qui vont y partir ».

Car le terrible choc qu'avait produit l'écroulement de la France par l'invasion des forces hitlériennes avait été tel que, sans réfléchir aux possibilités de la flotte et de l'aviation britanniques, l'invasion de l'Angleterre ne faisait pas de doute pour un certain nombre. C'est ainsi que, se trouvant dans cette quasi-solitude, le général de Gaulle avait dû se décider à agir par lui-même.

Dans ses Mémoires, le général de Gaulle rappelle les efforts qu'il fit pour attirer à Londres, et maintenir dans la résistance, des hommes comme Noguès, Puaux, Mittelhauser. J'ai déjà raconté comment j'allai voir Noguès en le suppliant de continuer le combat, quand celui-ci, après m'avoir montré les télégrammes du général de Gaulle, de Puaux, de Mittelhauser dans le même sens me dit :

« Je ne peux pas lancer l'Afrique du Nord dans cette aventure sans avoir les éléments nécessaires à sa défense, et pour cela il me faut avant tout la flotte française. A ma demande, Darlan a répondu par la négative. J'ai ainsi les pieds et poings liés », et il me répéta en hochant la tête douloureusement : « Darlan m'a refusé ses bateaux. » C'est dans ces conditions que de Gaulle après quelques heures d'un véritable débat intérieur adopta l'immense résolution de prendre sur ses épaules le fardeau et, à lui seul, d'incarner la France. Il lui fallut pour cela résoudre un tel débat psychologique qu'il en resta marqué pour toujours. De là cette froideur excessive qui désarmait ses interlocuteurs.

A cet égard, il n'aurait rien pu faire sans Churchill. Pour Churchill, dès ce moment, de Gaulle fut la carte française qui était indispensable dans son jeu. C'est pourquoi, quelques mouvements de colère mis à part, il ne songea vraiment pas, dans le fond de lui-même, à supprimer cette carte.

Churchill lui donnait-il un appui sans réserve ? Oui. Mais il a pensé nécessaire de ne pas couper tous les ponts qui le séparaient de Vichy. A cet égard, mon ami, l'ambassadeur Ronald Campbell, lui, avait agi sans ambiguïté. Il était parti sans rien laisser derrière lui et ceci devait faciliter les débuts de la France Libre. Pendant ce temps, à l'ambassade du Canada, M. Dupuy était resté. Il venait de temps en temps à Londres où il ne manquait d'ailleurs pas de me rendre visite. En fait, Churchill comme Roosevelt était obnubilé par le péril qu'aurait pu représenter la flotte française si elle était tombée dans des mains hostiles. L'amirauté ne manquait d'ailleurs pas de lui rappeler sans cesse ce péril. J'ai pu me rendre compte dans mon action autour de Djibouti à quel point les exécutants de l'amirauté rendaient la tâche difficile. Churchill n'a jamais signé d'accord avec Vichy. Il a pris connaissance du texte que lui avait apporté Rougier, des communications que lui adressait son ambassadeur à Madrid, Sir Samuel Hoare. Mais il n'a jamais cru, comme Roosevelt, qu'il y eût quelque chose à attendre des gens de Vichy et que ceux-ci rentreraient un jour dans la guerre à nos côtés. Mais il a estimé de son devoir de faire tout ce qu'il pourrait pour éviter qu'un mouvement de colère vînt rendre tout à coup menaçant le rôle de la marine française. Il a tiré peut-être d'une manière excessive la leçon de ce qu'avait été Mers el-Kébir.

D'autre part, l'establishment britannique a mis un certain temps à accepter le fait de Gaulle. Quand j'arrivai à Londres au mois d'août 1940, le général de Gaulle qui m'avait télégraphié de venir le rejoindre sans retard, était parti la veille pour Dakar. Je profitai des quelques semaines où j'attendais son retour pour faire le tour de mes amis britanniques. Je m'aperçus que, pour les têtes de l'administration, de Gaulle constituait une de ces fantaisies dont on accusait Churchill d'être coutumier et qui serait sans lendemain. Je me rappellerai toujours une conversation que j'avais eue avec le très haut fonctionnaire qu'était Sir Holme Sargent. Comme je lui dis :

« Quelle chance que vous ayez ici le seul général français qui ait dominé les données de la géo-politique, mon ami le général de Gaulle ! », je vois encore Sir Holme me regarder et me dire : « Enfin, voici quelqu'un qui connaît le général de Gaulle! Eh bien, dites-moi qui est ce général de Gaulle. » Ainsi, sans Churchill rien n'eût été possible et les deux hommes se seraient parfaitement accordés. Mais pour cela, il eût fallu que de Gaulle fût docile.

Il y avait à ce moment-là, à Londres, des hommes d'Etat de grand renom, que ce fût Bénès ou Spaak ; des chefs d'Etat comme Zaleski ou la reine de Hollande, sans parler du malheureux petit roi de Yougoslavie. Il n'y eut jamais de désaccord entre eux et Churchill parce qu'ils étaient d'une parfaite docilité vis-à-vis des désirs qui leur étaient communiqués avec beaucoup de courtoisie par le gouvernement britannique. Mais pour de Gaulle la fidélité à l'alliance s'accompagnait du maintien nécessaire des positions françaises. L'homme d'Etat qui devait mener à bien la décolonisation, savait bien que rien n'est éternel mais il avait à cœur et, avec lui, nous avions à cœur de veiller sur ce qu'était alors l'Empire français de manière qu'au jour de la victoire nous puissions rendre à la France ses positions intactes. Et là-dessus les Français libres étaient intransigeants.

Remarquons d'ailleurs que, lorsque de Gaulle et Churchill étaient en tête à tête, ils arrivaient à une sorte de « modus vivendi ». Mais il y eut deux mauvais génies, d'importance très inégale, qui vinrent compliquer les choses. L'un était général, Spears, et l'autre était le président Roosevelt.

Le général Spears avait de grandes qualités. Il était intelligent, habile, connaissant à fond les rouages de l'establishment britannique et savait le manier très adroitement. Il était donc efficace et eût été précieux, n'eût été un goût indéniable pour la domination. Les affaires françaises étaient son domaine et il entendait bien que personne d'autre ne vînt s'y mêler. C'est ainsi qu'il avait mené sa mission de liaison auprès de Paul Reynaud et c'est ainsi que Churchill et lui comprenaient la liaison avec les Français libres et le général de Gaulle. Il entendait devenir l'inspirateur et le maître secret du mouvement. On connaît assez le caractère du général de Gaulle pour se douter que ces velléités ne pouvaient guère être suivies d'effet. Et c'est ainsi que cet ancien parlementaire que l'on avait surnommé « le député de la France » devint profondément anti-gaulliste et même anti-français.

En effet, quand il fut nommé ministre d'Angleterre pour la Syrie et le Liban, cet infernal besoin de domination l'incita à prendre des initiatives dont le malheureux effet devait aboutir à des catastrophes et qui irritaient considérablement le général de Gaulle dans sa volonté de mener à bien la mission qu'il s'était à lui-même confiée.

Churchill savait bien ce qu'était Spears, mais Spears avait été à ses côtés dans sa propre traversée du désert et il était très fidèle à tous ceux qui, à ce moment, lui étaient restés attachés. Je ne crois pas exagérer en pensant que beaucoup de difficultés, dans ces affaires du Levant, provenaient de cette tendance de Spears à la domination. J'ajouterai que beaucoup d'exécutants sur place et par exemple dans cette Afrique Orientale vouée à la pénétration britannique, avaient tendance à agir de la même manière que Spears. Tout cela apparaît maintenant dérisoire alors que nos deux grands empires se sont abîmés dans le gouffre de la décolonisation. Mais cela a eu les mauvais effets que l'on sait sur le moment.

Quant au président Roosevelt, il a eu avec de Gaulle non seulement un conflit d'hommes mais un profond conflit de politiques. Le conflit d'hommes n'était pas fatal. J'ai accompagné le général de Gaulle lors de sa première entrevue avec le président Roosevelt, à Anfa, et en sortant, de Gaulle me dit : « Roosevelt, c'est un patricien ». Sa distinction d'esprit et de manière avait séduit de Gaulle. Mais Roosevelt avait senti qu'il avait en face de lui une autre

vedette et les vedettes ne s'aiment pas toujours entre elles. Et puis, il y avait le conflit politique. Les émigrés français aux Etats-Unis et, notamment, Alexis Léger, s'étaient attachés à convaincre Roosevelt que la France n'existait plus, ce qui justifiait leur propre attitude et que c'était à lui, Roosevelt, de décider en ce qui la concernait, et ceci encourageait la tendance de Roosevelt à reconstruire un monde où les anciennes colonies pourraient secouer le joug colonial qui les liait à l'Angleterre ou à la France et offrir ainsi un champ propice à l'expansionnisme économique des Etats-Unis.

Et puis, ce patricien était habitué à une certaine élite française et ces nouveaux venus sur la scène internationale suscitaient en lui une certaine inquiétude. Est-ce qu'ils n'allaient pas profiter de la légèreté churchillienne pour imposer à une France libérée un joug dont celle-ci ne voulait pas ? La grande mystique de la résistance et du renouveau qui était en train de naître en France lui échappait totalement. Il se refusait à croire que, pour la France, la libération et de Gaulle étaient synonymes. C'est de mauvaise grâce qu'il s'était trompé sans jamais d'ailleurs le reconnaître expressément.

Dans ces conditions, le mécanisme de l'alliance anglo-américaine à laquelle le demi-américain qu'était Winston attachait une importance essentielle et justifiée, se trouvait grippé dès qu'il s'agissait des affaires françaises. Churchill tendait toujours à suivre les directives de Roosevelt même quand celles-ci aboutissaient à trahir la France Libre. Il s'en voulait de le faire vis-à-vis de De Gaulle et ce complexe de remords aigrissait encore les conflits qui séparaient les deux hommes.

A côté de ces deux mauvais génies, il y avait un bon génie, c'était Anthony Eden. Eden n'était pas seulement un homme cultivé, adorant la France et la culture française, et se rendant compte de la nécessité de les maintenir dans le monde en voie de création. C'était un très fin politique, qui avait un grand flair en ce qui concernait les tendances de l'opinion publique. De même qu'il avait été un de ceux qui avaient incarné la résistance à Munich, de même il se rendait compte de l'impact du « fait de Gaulle » sur les éléments de l'opinion et du public qui constituaient l'essentiel de sa clientèle. C'est pourquoi, ainsi que M. Kersaudy le montre dans son remarquable ouvrage, on le voit sans cesse intervenir pour panser les plaies, pour éviter que se produise l'irréparable et qu'un minimum de cohésion caractérise les relations avec la France Libre. Le général de Gaulle n'a jamais oublié ce qu'il lui devait à cet égard et je suis heureux, à mon tour, de rendre hommage à ce grand ami de la France dont un sort injuste a abrégé le destin politique.

Et puis, il y avait ceux que j'appellerai les intercesseurs ; ceux qui portaient à la France une tendresse pour ainsi dire viscérale. Il y avait le grand ambassadeur que fut lord Tyrrell, l'un des meilleurs ambassadeurs d'Angleterre à Paris, dont la connaissance de la France n'égalait que la finesse politique. Dans le conseil et dans l'action, il nous fut précieux. Il y avait mon vieil ami Harold Nicholson auquel sa place aux Communes permettait d'agir efficacement. Il y eut à Alger Harold MacMillan avec son collaborateur John Wyndham, et bientôt Duff Cooper. Cet admirateur de la France, éloquent et cultivé, avait montré, au moment de Munich, l'inflexibilité de son caractère et son sens de l'honneur. Je conserverai toujours le souvenir de nos efforts communs pour amortir les heurts et dénouer les situations désespérées. L'envoi de la division Leclerc en France que je lui avais demandé et qu'il fit réaliser malgré certaines difficultés techniques, lui doit beaucoup. Je le rappelai lors du déjeuner d'adieu que je lui donnai au moment de son départ de Paris où, aidé de son épouse, il fut un grand ambassadeur.

Il y eut ce ministre amical et chaleureux que fut Lord Lloyd. Il y eut aussi mon interlocuteur habituel Sir Desmond Morton dont les "Mémoires" montrent à quel point il avait compris le général de Gaulle et quels efforts il a toujours faits pour panser les plaies d'amour-propre et

apaiser la colère de Winston Churchill. Ce sont tous ces intercesseurs que je m'efforçais de mettre en action au moment des crises, que nous en étions venus à accepter avec philosophie. D'ailleurs, Winston savait allier la douceur et la vigueur : il profitait généralement d'une invitation à déjeuner ou d'un week-end aux Chequers pour essayer de faire passer d'exécrables pilules.

Nous avons d'autres amis qui, une fois pour toutes, avaient compris ce qu'il y avait d'admirable dans l'action du général de Gaulle et de la France combattante. Toute une élite de journalistes et d'intellectuels anglais et américains était de notre côté dans les crises que la cohésion anglo-américaine devait rendre de plus en plus fréquentes. Et dans les pays d'opinion comme celui où j'ai l'honneur de me trouver, leur concours a été précieux. Il l'a été surtout dans le moment où l'affaire Darlan semblait infléchir la politique alliée vers un faux réalisme qui, pour les commodités de l'action, sacrifiait les valeurs morales qui étaient l'enjeu véritable de cette guerre. C'est cette révolte de l'opinion qui redressa les alliés sur cette pente descendante. C'est sur elle que s'est appuyée notre faiblesse. C'est elle qui comprenait que cette faiblesse même devait nous rendre inflexibles.

Au début, cette faiblesse avait été grande. Bien peu étaient chez nous les hommes de valeur : les Hackin, les Cassin, les Pleven, les Lapie, les Courcel, les Leclerc, les Koenig, les d'Argenlieu, les Coulet, qui étaient venus à notre action. Au contraire, le foisonnement de médiocres et d'aventuriers qui a tendance à chercher fortune dans des mouvements de ce genre devait susciter maintes difficultés. Quand le général de Gaulle revint de Dakar, j'allai à sa rencontre. Je le vois encore, sa haute silhouette dans la barque qui l'amenait de l'hydravion.

Je lui dis les critiques que pouvait susciter tel ou tel aspect de son mouvement. Il me répondit : « Mon cher ami, vous avez bien raison. Et c'est encore bien pire que ce que vous en dites. Mais je vous dis une chose : c'est que si je n'avais pas été là, il n'y aurait rien eu et si je m'en allais tout s'écroulerait immédiatement. » Je ne pouvais que lui donner raison.

Un peu plus tard, j'allais voir mon ami Ciechanowski, secrétaire général des Affaires étrangères du gouvernement polonais en exil et je lui disais mon chagrin devant toutes les manœuvres que je trouvais autour de moi. Il me répondit : « Vous ne m'étonnez pas. C'est inévitable. Croyez un peuple qui a l'habitude de l'exil. Cela commence toujours comme cela et puis le temps aboutit à un classement nouveau, les vraies valeurs se dégagent et l'on peut aller de l'avant. » J'eus un sentiment de réconfort en écoutant cette leçon de sagesse politique.

Quand j'arrivai à Londres le 31 août 1940, je compris pourquoi le général de Gaulle m'avait dit de venir immédiatement. Il venait d'embarquer pour Dakar, mais les bases de la France Libre étaient jetées. Dans le mémorandum remis par le général à Desmond Morton et à Vansittart pour Churchill et Halifax, le général de Gaulle déclarait : « Sans attendre la formation d'un comité national proprement dit, je suis en mesure de constituer immédiatement un comité français » ; et il demandait que toutes les activités françaises en territoire britannique, militaires et navales, industrielles, scientifiques, économiques, soient régies par le comité français et que les négociations à cet égard avec les autorités britanniques soient menées par le comité français. C'est ainsi que fut rédigé l'accord du 7 août 1940 pour lequel le Général put s'entourer des conseils de l'excellent juriste qu'était le professeur Cassin. On connaît les termes de l'accord qui régissait essentiellement la constitution d'une force française constituée de volontaires et de navires pour lesquels nous pourrions fournir des équipages. Toutes les précautions étaient prises pour que le personnel recruté restât dans le cadre français et ne puisse être employé qu'en conformité avec les directives du général de

Gaulle. Dans les lettres échangées alors, Winston Churchill s'engageait à la restauration intégrale de l'indépendance et de la grandeur de la France.

Pendant les longues semaines où j'ai attendu le général de Gaulle, qui n'est revenu en Angleterre que le 17 novembre 1940, je me suis efforcé d'obtenir un engagement plus précis de la part du Premier ministre, mais ne suis arrivé qu'à une phrase assez vague de son discours en français : « Nous ne voulons de vous ni un territoire ni un bateau. » En effet, au Maroc par où j'avais passé, c'étaient là les objets habituels de la propagande anti-britannique.

Je ne reviendrai pas sur le ralliement des territoires africains qui nous donnaient enfin une base territoriale et, dans une certaine mesure, économique. Mais me trouvant à Londres au moment de l'échec de Dakar, je vis à quel point Churchill s'y montrait solidaire du général de Gaulle. Certes il savait à quel point l'amirauté anglaise était fautive en ayant laissé passer les bateaux français qui s'en allaient vers Dakar et comment il était intervenu lui-même pour écourter la tentative. Mais il savait aussi quel stoïcisme le général de Gaulle avait montré dans ces circonstances contraires et il se rendait compte de l'argument que Dakar donnait à ceux qui l'accusaient de s'être engagé légèrement avec de Gaulle. Sa persistance à défendre le Général, à rester solidaire avec lui dans la mauvaise fortune n'était pas le fait d'un homme politique ordinaire.

Il y a eu deux Churchill : l'un était le combattant acharné, plein d'imagination créatrice, le chef du monde libre dans la guerre dont les discours étaient empreints d'une poésie shakespearienne, et puis il y avait un homme d'Etat du XVIII<sup>e</sup> britannique, astucieux et malin, celui qui faisait partir le petit roi de Yougoslavie dans un bateau traversant lentement la Méditerranée, ce qui lui donnait le temps de reconnaître Tito comme chef de la résistance yougoslave.

Au moment de Dakar, c'est le combattant et le poète qui l'emportèrent. Je me rappelle qu'en rentrant, le Général me lut le merveilleux discours qu'il fit sur les combattants qui s'étaient déjà distingués sur les champs de bataille de Libye. On se rappelle la belle phrase : « Ce sont eux que la France, Notre-Dame la France, berce sur son cœur déchiré. » Pour lui, la présence sur le champ de bataille était la base même de l'action de la France Libre.

D'où sont venues les premières difficultés entre Churchill et le général de Gaulle ? Celui-ci avait valorisé immédiatement les premiers territoires africains en constituant un Conseil de défense de l'Empire. La première ombre est née de la tentative de Vichy pour alléger le blocus et conclure une sorte de « modus vivendi » avec l'Angleterre. Dès le début, cela avait été l'idée de Paul Baudoin. L'ancien directeur de la Banque de l'Indochine connaissait bien le caractère mondial de l'action de la Grande-Bretagne. Quand Paul Morand retourna en France avec le personnel de l'ambassade de France, il le tança vertement car il comptait sur Morand pour assurer cette liaison souple avec la Grande-Bretagne qui lui paraissait l'autre volet de sa politique. Dupuy, qui fut ensuite mon collègue à Rome, était resté à l'ambassade du Canada à Vichy et Churchill le voyait quand il venait à Londres. A Madrid, la conversation Hoare-La Baune se poursuivait, sans grande chance de succès d'ailleurs. Un jour, allant au Foreign Office pour rendre visite à Lord Halifax qui m'honorait de son amitié, je fus très étonné de trouver dans son antichambre le professeur Rougier. C'était un homme fort intelligent et cultivé, mais qui se caractérisait surtout par la manie de s'intéresser aux sujets hors de sa compétence professorale. La recommandation de Jacques Chevalier l'avait fait recevoir par Halifax. Il n'y a pas eu d'accord Churchill-Rougier, Churchill n'a jamais donné sa signature à ce soi-disant accord. Mais il y a eu pourtant la définition d'un « modus vivendi » dans l'esprit de Churchill comme dans celui de Roosevelt. Il s'agissait avant tout d'empêcher la flotte



française de faciliter l'action de la flotte allemande. En échange, les efforts que nous avons faits pour rallier les territoires ne devaient pas être secondés, bien au contraire, par les exécutants britanniques et notamment par l'Amirauté très consciente des possibilités de la flotte française et qui ne se rendait pas compte qu'il eût été impossible à Darlan, dans le cas improbable d'ailleurs où il aurait voulu se priver « de son fief », de le mettre à la disposition de l'Allemagne.

Après cette première ombre, il y eut la lamentable affaire Muselier. L'amiral Muselier était un étrange personnage. Déjà rue de Rivoli, l'année précédente, il m'avait stupéfié en me demandant de mettre en état d'arrestation les membres de la Chambre de Commerce de Marseille ! Mais c'était le seul amiral qui nous eût rallié et c'était un bon marin. Il y avait à ce moment-là une sorte de fièvre obsidionale, car il fallait avoir beaucoup de naïveté pour prendre au sérieux les documents apportés par deux agents louches et qui tendaient à établir une prétendue trahison de Muselier. Celui-ci ne devait pas montrer de gratitude pour le soutien sans défaillance que lui apporta de Gaulle. Nous devons le retrouver à Alger chef du service de sécurité de Giraud.

Autre ombre au tableau, lors de l'arrivée à Londres du général Catroux. Je connaissais Catroux depuis le Maroc. Il y était venu pour étayer le général de Chambrun qui avait la responsabilité de la défense de Fez lors de la rébellion d'Abd-el-Krim. Je l'avais revu au moment où il brigait le gouvernement général de l'Indochine qu'il obtint. Je veux dire mon admiration et mon affection pour l'homme. Grand lettré, grand administrateur, diplomate accompli, les yeux ouverts sur l'évolution du monde. Dans ce milieu de la France Libre, nous étions à peu près les seuls de l'ancien régime, c'est-à-dire ayant occupé des fonctions sous la III<sup>e</sup> République.

Dès le début, Churchill avait eu la tentation de manœuvrer un comité au lieu d'avoir à affronter toujours ce roc qu'était de Gaulle. Catroux lui sembla un contrepois idéal au Général. Nous en parlâmes tous deux à cœur ouvert. « Ce sont les émissions de la radio anglaise, lui dis-je, qui ont suscité en France une mystique de Gaulle. C'est maintenant un fait politique devant lequel nous devons nous incliner. » Sorti de l'atmosphère délétère de Londres, Catroux le fit avec une élégance et un désintéressement hors pair. L'un des grands moments de la France Libre fut celui où, à Fort-Lamy, on vit le général d'armée couvert d'honneurs, se mettre au garde-à-vous devant de Gaulle, général de brigade à titre temporaire. Avec son goût des accommodements, il y eut des heurts entre lui et le général de Gaulle mais sa loyauté fut toujours entière et j'estime, étant donné l'immensité des services rendus, que la mémoire de Catroux ne jouit pas en France de la gloire et de la reconnaissance auxquelles il aurait droit. Jusqu'à présent tout cela n'était pas grave.

Churchill disait : « Je ne veux pas faire de mes amis des ennemis dans l'espoir que les ennemis deviendront amis ».

Mais le malentendu créé par le fait que de Gaulle était intransigeant dans la défense des intérêts français quand il les estimait menacés, allait s'accroître du fait que dans le duo des deux hommes allait intervenir une tierce partie : ce fut d'abord Spears ; ce fut ensuite Roosevelt. Ce qui aigrissait les choses, c'est qu'aucun des gouvernements étrangers repliés à Londres ne montrât de semblables velléités d'indépendance. Certes, le prestige de De Gaulle auprès de Spaak et de Bénès en était rehaussé d'autant, mais l'amertume de Churchill en était accrue.

Pendant ce temps, pour répondre aux nécessités de notre action, le général de Gaulle organise la France Libre comme un embryon d'Etat : Information et Presse, Marine marchande, Administration et Finances, Colonies et Affaires économiques, Justice, Armements, telles furent les premières directions.

Dans cet ensemble, j'étais chargé des Affaires politiques, c'est-à-dire, dans l'esprit du Général, des territoires de la France occupée. A cet égard, j'envoyai Morandat en France pour prendre contact avec les organisations syndicales, ce en quoi il réussit brillamment. D'autre part, j'indiquai à l'héroïque et infortuné d'Estienne d'Orves ainsi qu'au colonel Fourcault les membres de la haute administration qui me semblaient devoir être avec nous de cœur. De fait, ceux que j'avais indiqués nous rejoignirent, les premiers étant Hervé Alphand et André Diethelm que j'avais jadis désigné à Mandel comme directeur de Cabinet et qui devait devenir l'une des colonnes de la France Libre. Sa loyauté, son courage, ce qu'il y avait en son esprit de profond et de solide plut beaucoup au Général.

Quant à Dejean, dont le destin fut complexe, je lui remis ma direction dès son arrivée, voulant aller me battre en Afrique.

C'est le 24 septembre 1941 que fut constitué le Comité national français avec Pleven aux Colonies, Diethelm à l'Intérieur (c'est-à-dire la France occupée), Dejean aux Affaires étrangères, puis Soustelle à l'Information.

Tout cela devant se fondre à Alger dans le Comité de la Libération nationale.

Faut-il s'étendre (beaucoup sur les affaires de Syrie et du Liban ? Elles apparaissent maintenant dérisoires, bien que le sort malheureux du Liban montre à quel point cette mosaïque de races et de religions a besoin de l'action d'une puissance arbitrale. De Gaulle avait été à l'état-major des troupes du Levant et ceci avait eu tendance à le rendre particulièrement soupçonneux quant à l'action du bureau arabe encore accrue par les menées du général Spears. Celui-ci devait semer au Levant des graines de discorde qui devaient germer plus tard.

L'entrée en lice de l'Amérique devait susciter des conflits plus graves. Pour donner un exemple des consignes reçues des Etats-Unis, je me rappelle qu'allant à mon bureau à Londres, dans ce petit hôtel de Carlton Gardens qui avait été la résidence de lord Balfour et dans lequel nous nous étions installés dès que j'avais pris mes fonctions de directeur de Cabinet, je rencontrai un diplomate américain avec lequel j'étais dans les meilleurs termes à Paris, Freeman Matthews. Il montra beaucoup de satisfaction à retrouver une figure de connaissance et me demanda avec beaucoup d'amitié ce à quoi je m'occupais. Quand je lui dis que j'étais le directeur du Cabinet du général de Gaulle, je vis son visage se glacer et il disparut au premier prétexte.

La première grande crise fut celle de Madagascar. Le processus devait d'ailleurs se répéter pour toutes les crises qui marquaient l'Intervention dans l'empire français des forces anglo-américaines. Le secret était soigneusement gardé à l'avance. Les alliés croyaient qu'ils traiteraient plus facilement avec les représentants de Vichy si nous n'étions pas à leurs côtés, s'entêtant à ne pas se rendre compte que le seul contrepoids à Vichy était la résistance du peuple français. Au bout d'un certain temps, il leur fallait se retourner vers nous et c'est ainsi que l'affaire se liquidait aux moindres frais mais en laissant des deux côtés une profonde amertume.

L'affaire de l'Afrique du Nord devait être, à cet égard, particulièrement dramatique, car il s'agissait de ce qui était alors trois départements français. Je me rappelle, à une réunion d'ambassade à Londres, Jan Mazaryk, ministre des Affaires étrangères du gouvernement tchécoslovaque en exil, me disant : « C'est pour cette nuit, le débarquement en Afrique du Nord ». Je ne parvins pas à y croire. Chaque fois on demandait à de Gaulle de prendre la parole pour soutenir l'action des combattants. Chaque fois il finissait par y consentir, avec quel dégoût, dans des termes d'une telle noblesse que les coupables de cette petite trahison l'entendaient avec émotion.

On se rappelle à quel point l'Afrique du Nord fut, à cet égard, scandaleuse. En prenant mes fonctions de directeur du Cabinet du général de Gaulle, j'avais fait le tour des chefs d'Etat

présents à Londres. Le général Sikorski, dont la mort fut un si grand malheur pour la Pologne, m'avait dit : « Vous savez que nous avons en France de très bons réseaux de renseignements. Ils nous annoncent qu'on est en train de préparer l'évasion du général Giraud qui est prisonnier en Allemagne, afin de le faire participer à une grande opération et, en tout cas, supplanter de Gaulle. Prévenez-le donc pour qu'il agisse en conséquence ». J'écoutai cette révélation sans grande alarme. J'avais connu Giraud lieutenant-colonel de tirailleurs marocains. Je l'avais revu comme gouverneur de Metz. Je savais que c'était un excellent militaire mais je ne le voyais pas hors de sa sphère.

De fait, Giraud montra son incapacité dès l'abord, si bien qu'Eisenhower dut faire appel à Darlan qui se trouvait là on ne sait trop comment et entendait régner à la tête d'un conseil constitué par les délégués de Vichy dans les différents territoires. L'explosion d'indignation parmi les intellectuels et dans la presse britannique fut telle que Roosevelt dut déclarer qu'il s'agissait d'un « expédient provisoire ». Mais le cynisme de cette politique nous blessa profondément.

Je ne reviens pas sur les étapes du processus qui montra à ses partisans les plus convaincus l'incapacité du pauvre général Giraud. Mais celui-ci ne semblait pas s'en rendre compte. Après beaucoup d'hésitations qui aboutirent à mettre en commun les efforts de mon ami Duff Cooper avec mes propres efforts, le général de Gaulle accepta de se rendre à l'entrevue de Casablanca à laquelle Churchill et Roosevelt le convièrent pour prendre contact avec Giraud. Celui-ci s'entêta à proposer une combinaison où il tiendrait la première place mais conserverait avec lui les hommes de Vichy. Churchill et Roosevelt virent que les deux hommes ne s'étaient pas entendus, mais ils nous dirent que, pour l'opinion publique, il faudrait quelque chose de « romantique » : il faudrait que devant les objectifs les deux généraux se serrent la main. Ils y consentirent l'un et l'autre. A ce moment, je vis la paroi de la tente se soulever, laissant apparaître une foule de journalistes et de photographes et ce fut la poignée de mains historique d'Anfa.

Nous finîmes par nous rendre à Alger au milieu de tout un luxe de précautions pour nous empêcher de prendre contact avec la foule. Capitant vint nous dire qu'une manifestation était organisée au Monument aux Morts. Celui-ci, on le sait, est sur la hauteur qui surplombe la ville et la plaine d'Alger. Portés par la foule nous montâmes jusqu'au monument.

Là, nous retournant, nous vîmes des milliers d'Algérois qui acclamaient et criaient : « Vive de Gaulle ! ». Le Général se pencha vers moi et me dit : « Dire que Murphy déplore qu'il n'y ait pas un seul gaulliste en Afrique du Nord ! ».

Dans le récit de ces crises, j'ai laissé de côté un aspect essentiel de notre action et de son rayonnement : je veux dire la résistance intérieure. A cet égard, il faut rendre hommage à l'action si calomniée, si défigurée du colonel Passy. Il s'était improvisé chef de renseignement et il avait particulièrement bien réussi. Certes, au moment des crises, son action de communication avec la France se compliquait du fait du mauvais vouloir de ceux qui avaient entre les mains les moyens de communication. Mais quelques-uns des hommes qu'avait suscités la résistance française, avaient une telle autorité morale et couraient de tels dangers que, bon gré mal gré, le contact se rétablissait. Au premier rang de ces hommes, il y avait Jean Moulin dont la mort héroïque a été un malheur national mais qui avait réussi, obéissant aux consignes du général de Gaulle, à faire coexister ensemble, malgré leur individualisme forcené, les chefs des mouvements de résistance. Ce Conseil national de la Résistance nous assurait une troisième dimension qui nous rendait invincibles. On le vit bien au moment de l'affaire Giraud-de Gaulle. Ces interprètes de la volonté nationale devaient mettre fin à l'expédient un peu ridicule du comité à double direction. D'ailleurs, ceux-là mêmes qu'avait

désignés Giraud comme ses collaborateurs, les Jean Monnet, les Couve de Murville, les René Mayer, allaient de plus en plus vers de Gaulle dont la supériorité apparaissait écrasante. Puis, peu à peu, en dépit de l'hostilité de ses alliés tout-puissants, l'unité française se réalisait autour du Général, quels que fussent les coups de boutoir et d'indignation d'un Churchill. Dans le fond de lui-même, je puis assurer qu'il en était malgré tout content. Ainsi se trouvait réalisé son pronostic de 1940 : de Gaulle s'avérait bien l'homme du destin. La dernière fois que je les ai vus ensemble, Winston qui venait d'être battu aux élections rendait visite, à Paris, à de Gaulle qui allait être nommé président du gouvernement provisoire. Ceci se passait dans la maison du Bois de Boulogne. Je me rappelle le sourire paternel avec lequel il regardait le Général sur le point de s'embarquer sur une carrière politique qui devait aboutir à définir en France une nouvelle forme de la démocratie.

\*Président de l'Institut Charles de Gaulle (1976-1984), ancien ministre, ancien directeur des Affaires politiques de la France Libre à Londres en 1940, puis directeur de Cabinet du général de Gaulle à Londres, Alger et Paris de 1942 à 1946. Cette conférence a été prononcée au University College le 3 novembre 1982. Elle a été suivie d'un débat présidé par Michel Huriet, conseiller culturel de l'Ambassade de France en Grande-Bretagne, auquel a participé le professeur Douglas Johnson, directeur du Département d'Histoire du University College.